

[Accueil](#) / [Mes cours](#) / [S15 CCE1 DRG1](#) / [Sections](#) / [DRG1](#) / [Questions DRG1](#)

Commencé le Wednesday 24 January 2024, 12:00

État Terminé

Terminé le Wednesday 24 January 2024, 12:13

Temps mis 12 min 56 s

Note 17,00 sur 20,00 (85%)

Description

Partie I : QUESTIONS DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Question **1**

Correct

Note de 1,00 sur 1,00

1. La Constitution actuellement en vigueur en France a été adoptée en 1958

- a. Faux
- b. Vrai ✓

La réponse correcte est : Vrai

Question **2**

Correct

Note de 1,00 sur 1,00

2. Quelle est la norme juridique la plus élevée en France ?

- a. La Constitution ✓
- b. Les Traités Européens
- c. Les Traités Internationaux

La réponse correcte est : La Constitution

Question 3

Correct

Note de 1,00 sur 1,00

3. La Constitution peut être modifiée

- a. Faux
- b. Vrai ✓

La réponse correcte est : Vrai

Question 4

Incorrect

Note de 0,00 sur 1,00

4. Les citoyens peuvent saisir le Conseil Constitutionnel

- a. Vrai
- b. Faux ✗

La réponse correcte est : Vrai

Question 5

Incorrect

Note de 0,00 sur 1,00

5. Les ministres peuvent saisir le Conseil Constitutionnel

- a. Vrai ✗
- b. Faux

La réponse correcte est : Faux

Description

Partie II : LA DECISION

Question 6

Correct

Note de 1,00 sur 1,00

6. La contestation porte sur l'accès permanent aux parties communes des immeubles d'habitation

- a. Des services de police et de gendarmerie nationales ✓
- b. Des services postaux
- c. Des sapeurs-pompiers volontaires et des sapeurs-pompiers professionnels.

La réponse correcte est : Des services de police et de gendarmerie nationales

Question 7

Correct

Note de 1,00 sur 1,00

7. Le requérant considère que la disposition qu'il conteste est contraire :

- a. Au code de procédure pénale
- b. Au droit au respect de l'égalité des citoyens devant la Loi
- c. Au droit au respect de la vie privée ✓

La réponse correcte est : Au droit au respect de la vie privée

Question 8

Correct

Note de 1,00 sur 1,00

8. L'article 34 de la Constitution impose au législateur

- a. De donner la priorité au respect de la vie privée
- b. De donner la priorité au maintien de l'ordre public
- c. De concilier la prévention des atteintes à l'ordre public et la recherche des auteurs d'infraction avec le droit au respect de la vie privée ✓

La réponse correcte est : De concilier la prévention des atteintes à l'ordre public et la recherche des auteurs d'infraction avec le droit au respect de la vie privée

Question **9**

Correct

Note de 1,00 sur 1,00

9. Le Conseil Constitutionnel estime que les parties communes d'un immeuble ne constituent pas un domicile

- a. Vrai ✓
- b. Faux

La réponse correcte est : Vrai

Question **10**

Correct

Note de 1,00 sur 1,00

10. Le Conseil Constitutionnel

- a. Demande au législateur d'imposer qu'un juge autorise les accès de Des services de police et de gendarmerie nationales
- b. Demande au législateur de revoir le texte pour en limiter sa portée
- c. Déclare le texte conforme tout en limitant sa portée ✓

La réponse correcte est : Déclare le texte conforme tout en limitant sa portée

Description

Partie III : QUESTIONS GÉNÉRALES

Question **11**

Correct

Note de 1,00 sur 1,00

11. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789

- a. Est encore en vigueur aujourd'hui ✓
- b. A été remplacée par la Constitution de 1958
- c. A été remplacée par la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales Les normes européennes sont applicables en France.

La réponse correcte est : Est encore en vigueur aujourd'hui

Question **12**

Correct

Note de 1,00 sur 1,00

12. Le droit pénal

- a. Permet à la victime d'assigner l'auteur de l'infraction
- b. Permet à la victime de saisir directement le juge
- c. Permet à l'État de poursuivre les délinquants ✓

La réponse correcte est : Permet à l'État de poursuivre les délinquants

Question **13**

Correct

Note de 1,00 sur 1,00

13. Le code civil

- a. A été promulgué en 1904
- b. A été promulgué en 1804 ✓
- c. A été promulgué en 1704
- d. A été promulgué en 1914

La réponse correcte est : A été promulgué en 1804

Question **14**

Correct

Note de 1,00 sur 1,00

14. Le Bureau de Jugement du Conseil des Prud'hommes

- a. Est composé d'employeurs, de salariés et de représentants du personnel
- b. Est composé à parité d'employeurs et de salariés ✓
- c. Est compétent uniquement en cas de licenciement pour faute

La réponse correcte est : Est composé à parité d'employeurs et de salariés

Question **15**

Correct

Note de 1,00 sur 1,00

15. La jurisprudence

- a. Est une source d'interprétation du droit ✓
- b. Est plus importante que la loi
- c. Est obligatoire pour les juges quand elle est issue de la Cour de Cassation
- d. Est obligatoire pour les juges

La réponse correcte est : Est une source d'interprétation du droit

Question **16**

Correct

Note de 1,00 sur 1,00

16. Les Directives européennes sont directement applicables dans les États membres

- a. Vrai
- b. Faux ✓

La réponse correcte est : Faux

Question **17**

Correct

Note de 1,00 sur 1,00

17. Comment s'appelle l'autorité compétente en matière de données à caractère personnel ?

- a. L'agence nationale de protection des données à caractère personnel
- b. L'autorité nationale de contrôle du droit au respect de la vie privée
- c. La commission nationale de l'informatique et des libertés ✓

La réponse correcte est : La commission nationale de l'informatique et des libertés

Question **18**

Correct

Note de 1,00 sur 1,00

18. Qu'est-ce qu'une donnée à caractère personnel ?

- a. Toute information qu'une personne ne souhaite pas voir divulguer
- b. Toute information se rapportant à une personne physique, identifiée ou identifiable, directement ou non, grâce à un ou plusieurs éléments permettant de le rattacher personnellement à une donnée. ✓
- c. Toute information qui révèle la prétendue origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, l'appartenance syndicale, la prétendue vie ou l'orientation sexuelle, des données génétiques ou de santé

La réponse correcte est : Toute information se rapportant à une personne physique, identifiée ou identifiable, directement ou non, grâce à un ou plusieurs éléments permettant de le rattacher personnellement à une donnée.

Question **19**

Incorrect

Note de 0,00 sur 1,00

19. La protection des données à caractère personnel a été introduite en France par le RGPD

- a. Vrai ✗
- b. Faux

La réponse correcte est : Faux

Question **20**

Correct

Note de 1,00 sur 1,00

20. Le droit à la notification en cas de piratage des données personnelles signifie que

- a. La personne concernée doit être avertie par les services de Police ou de Gendarmerie
- b. La personne concernée doit être avertie par le responsable du traitement ✓
- c. La personne concernée doit être avertie par l'autorité de contrôle

La réponse correcte est : La personne concernée doit être avertie par le responsable du traitement

◀ [Document Partiel Droit général 24 janvier 2024](#)

Aller à...